

Pas de quartiers pour les " mâles blancs "

Pour les chercheurs Stéphane Beaud et Gérard Noiriel, l'utilisation de l'expression " mâles blancs " par M. Macron lors de la remise du rapport Borloo envoie aux banlieues le message que la République les abandonne.



Interviewé par *Rue Saint-Guillaume*, le magazine des anciens élèves de Sciences Po, en avril 2010, alors qu'il était un inspecteur des finances engagé depuis deux ans par la banque Roth-schild, Emmanuel Macron déclarait : " *Quand on s'intéresse à la chose publique et qu'on veut s'investir en restant fidèle à ses idées, on ne peut le faire qu'à ses propres conditions. Aujourd'hui, je ne suis pas prêt à faire les concessions qu'imposent les partis, c'est-à-dire à m'excuser d'être un jeune mâle blanc -diplômé, à m'excuser d'avoir passé des concours de la République qui sont ouverts à tout le monde.* "

A cette date, il avait donc déjà utilisé l'expression " *mâle blanc* ", mais c'était pour contester la " *racialisation* " du discours public, en mettant en avant la " *méritocratie républicaine* ". La compétence acquise grâce à un parcours scolaire (presque) parfait justifiait à ses yeux le privilège de sa position sociale.

Emmanuel Macron mobilisa à nouveau cette logique républicaine, opposant, dans son programme présidentiel (publié dans son livre *Révolution*, éd. XO, 2016), les facteurs économiques et sociaux aux discours identitaires. Dénonçant " *le spectre des conflits identitaires* " (p. 170), il affirmait alors qu'" *il ne - fallait - rien céder sur nos principes et lutter contre tous les communautarismes* " (p. 176). Il ajoutait : " *Nous devons refuser tout ce qui conduit à l'assignation des Français à leurs différentes origines* " (p. 107) et " *réinvestir nos quartiers pour redonner aux habitants des opportunités, de la mobilité, de la dignité* " (p. 175).

Le 22 mai 2018, Emmanuel Macron a utilisé à nouveau l'expression " *mâle blanc* ". Pourtant, cette fois-ci, ce n'était plus pour combattre le discours identitaire, mais pour l'utiliser afin d'enterrer le rapport Borloo conçu pour essayer de " *sauver les banlieues* " : " *Ça n'aurait aucun sens que deux mâles blancs, ne -vivant pas dans ces quartiers, s'échangent l'un un rapport et l'autre disant : "On m'a remis un plan, je l'ai découvert."* *C'est pas vrai, ça ne marche plus comme ça.* "

En substance, voici désormais ce que nous dit le chef de l'Etat : " Gens des quartiers, manants des temps modernes, débrouillez-vous ! La balle est dans votre camp ! N'attendez plus grand-chose de l'Etat ! Place, enfin, au *self help*, comme on dit en anglais ! "

Paravent sémantique

Le recours à ce vocabulaire racial vient ainsi justifier la continuation de la politique de désengagement de l'Etat à l'égard des quartiers d'habitat social. Tout se passe comme si être un " mâle blanc " empêchait désormais de pouvoir agir avec efficacité sur la réalité - sociale des banlieues. Emmanuel -Macron a donc fini, lui aussi, par présenter les problèmes des banlieues comme étant ethnicisés de part en part. Face aux représentants de la nation française, désignés comme des " mâles blancs " impuissants, se situe la population majoritaire de ces territoires de la relégation sociale et spatiale : les immigrés du Maghreb et d'Afrique subsaharienne, les ressortissants des DOM-TOM et leurs enfants. Ou, pour le

dire dans un autre vocabulaire, souvent employé dans le langage courant, les Noirs et les Arabes.

Dans un livre récemment traduit en français sous le titre *Pourquoi les riches votent à gauche* (Agone, 424 p., 25 €), Thomas Frank a montré qu'aux Etats-Unis, c'est Bill Clinton qui avait inauguré, à gauche, la politique d'abandon des classes populaires pour amplifier la politique libérale de la droite reaganienne. L'apologie de la " diversité " (chaudement soutenue par Hollywood et par une partie de l'extrême gauche universitaire) servit alors de paravent pour tenter de masquer l'aggravation des inégalités sociales.

On peut donc se demander si le nouvel usage du terme " *mâle blanc* " de la part du président Macron ne constitue pas un paravent sémantique pour inaugurer une étape supplémentaire dans le retrait annoncé de l'Etat dans ces lieux de la République minés par le chômage des jeunes et qui cumulent tous les handicaps économiques et -sociaux. On comprend que cette forme de justification ait provoqué une colère parmi les élus de banlieue. Tous se sont sentis atteints et délégitimés par la -parole d'un président de la République considérant que leur couleur de peau ne leur permettait pas de représenter de manière correcte leurs administrés " non blancs ". Présenter les élus de la République comme des mâles blancs impuissants, c'est une manière de dire, en effet, face à la difficulté de la tâche : " Courage, fuyons ! Et laissons-les -s'occuper de leurs problèmes eux-mêmes. " Le modèle républicain ayant fait faillite, place à la logique communautaire made in USA. L'humoriste franco-marocain Yassine Belattar, nommé par le président au Conseil présidentiel des villes, est derechef envoyé au charbon pour légitimer ce changement de cap radical dans la -politique de la ville (des banlieues).

Jamais, jusqu'à aujourd'hui, un président de la République française n'aurait pu se présenter lui-même comme un " *mâle blanc* ". C'est désormais possible parce que les élites de tous bords ont conjugué leurs efforts pour placer au centre du débat public les polémiques identitaires. Ce processus historique a débuté dès les années 1980, quand les difficultés croissantes des Français -vivant dans les banlieues les plus déshéritées ont été présentées comme des " *problèmes d'immigration* " et non comme des problèmes sociaux. L'offensive, impulsée au départ par l'extrême droite, a progressivement gangrené toute la classe politique, et les porte-parole des minorités stigmatisées, contraints de se soumettre aux normes dominantes pour pouvoir les contester, ont fini par alimenter ces polémiques identitaires, contribuant ainsi à marginaliser les enjeux économiques et sociaux. Les deux camps se renvoyant constamment la balle avec le soutien enthousiaste des grands médias.

Toutes les études statistiques, sociologiques, ou ethnographiques – et notamment celles que nous avons nous-mêmes réalisées et dirigées depuis plus de trente ans – montrent pourtant que les variables sociales et ethniques agissent toujours de concert. On ne peut rien comprendre au monde dans lequel nous vivons si l'on oublie que la classe sociale reste, quoi qu'on en dise, le facteur déterminant autour duquel s'arriment les autres dimensions de l'identité des personnes. Nous savons d'expérience que ce genre de vérité n'a aucune chance d'être accepté par ceux qui n'ont pas intérêt à la vérité. Néanmoins, nous sommes nombreux aujourd'hui à redouter que la violence avec laquelle s'exerce la politique libérale impulsée par le président Macron n'aboutisse à un véritable délitement de la société française. Notre propre responsabilité est de trouver les moyens de nous regrouper en un " intellectuel collectif " capable de s'opposer efficacement au discours libéral désormais dominant.